



Perspectives chinoises

2010/3 | 2010

Taiwan : consolation d'une société démocratique et distincte

L'historiographie de Taiwan

À la recherche d'une « histoire savante native »

Damien Morier-Genoud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5663>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010

ISBN : 978-2-9533678-4-3

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Damien Morier-Genoud, « L'historiographie de Taiwan », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/3 | 2010, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5663>

L'historiographie de Taiwan

À la recherche d'une « histoire savante native »

DAMIEN MORIER-GENOUD

Les études historiques sur Taiwan ont été façonnées par des écoles de savoir d'origines multiples qui cautionnent des lectures divergentes et antagonistes du passé insulaire. Dans les années 1990 et 2000, une nouvelle histoire scientifique de Taiwan, affranchie des schèmes de l'historiographie nationaliste chinoise, a pu s'affirmer au grand jour. Le présent article s'intéresse aux conditions d'élaboration et aux modalités d'écriture de cette histoire. Il revient également en détail sur la réflexion critique et les travaux récents de deux historiens taiwanais qui cherchent à appréhender, par-delà le découpage rigide de la périodisation politique, certaines dynamiques de l'histoire de Taiwan et nous invitent à repenser dans la longue durée la transition de la société insulaire vers l'époque moderne.

À l'image de l'histoire qu'elle prend pour objet, l'historiographie de Taiwan procède de bifurcations et de linéarités introduites par les conjonctures politiques, idéologiques et scientifiques du moment. Comme le suggère l'historien Chang Lung-chih, les études historiques sur Taiwan ne sont pas tant marquées par une succession de paradigmes et de schémas d'interprétation, qui s'excluaient mutuellement, que par des phénomènes de négociation, de compétition et de superposition de traditions de savoir riches et multiples⁽¹⁾. Dans cet article, nous reviendrons d'abord sur quelques-uns de ces courants multiformes en essayant de mettre en lumière les différentes lectures de l'histoire de Taiwan qu'ils véhiculent ou cautionnent. Nous évoquerons ensuite la réflexion critique engagée récemment par Chang Lung-chih sur les conditions de modélisation d'une historiographie ancrée dans le contexte natif à Taiwan, dotée de modèles d'analyse propres permettant de saisir au plus près l'enchevêtrement des continuités et des ruptures dans le procès de l'histoire insulaire⁽²⁾. Nous tenterons enfin de voir dans quelle mesure les travaux de Ka Chih-ming sur le système foncier dans l'île avant et au début de la colonisation japonaise⁽³⁾ se prêtent à l'examen critique de Chang Lung-chih, comment ils répondent aux critères théoriques de ce que ce dernier qualifie d'une « histoire savante native » (*bentu xueshushi*) à même d'éclairer l'entrée progressive de la société insulaire dans l'ère moderne.

La diversité des traditions historiographiques à Taiwan

L'avènement de la science historique à Taiwan, en tant que discipline académique moderne, remonte à la colonisation japonaise, lorsque les autorités coloniales instaurèrent en

1928 le premier cursus d'études en histoire au sein de l'université impériale de Taihoku (*Taihoku teikoku daigaku*), ancêtre de l'université nationale de Taiwan. Malgré la professionnalisation des études sur la société taiwanaise amorcée à l'époque, celles-ci ne demeuraient qu'un simple courant académique sous-jacent rattaché aux « nouvelles études nationales (japonaises) » (*shinkokugaku*). Pour les Japonais, la formation et l'expansion de leur empire en Asie passaient par une bonne connaissance de Taiwan, dont l'acquisition était une étape essentielle de leur « marche impériale vers le sud » (*teikoku nanshin*). Véritable laboratoire de l'entreprise coloniale nipponne, l'île devait permettre à l'occupant d'accroître par extension sa connaissance des sociétés de la Chine du Sud et de l'Asie du Sud-Est, sur lesquelles il projetait d'étendre sa domination. Les études historiques initiées par l'occupant à Taiwan portaient alors la marque de la démarche positiviste de l'historiographie allemande du XIX^e siècle, incarnée par Leopold von Ranke (1795-1886). L'influence de l'historien allemand dans l'archipel japonais remonte au lendemain de la restauration de Meiji de 1868, quand l'historien Shigeno Yasutsugu (1827-1910), soucieux d'ériger l'histoire du Japon en discipline académique, fait venir au tout nouveau département d'histoire de l'université

1. Cf. Lung-chih Chang, « Re-imagining Community from Different Shores : Nationalism, Post-colonialism and Colonial Modernity in Taiwanese Historiography », in Steffi Richter (éd.), *Contested Views of a Common Past. Revisions of History in Contemporary East Asia*, Frankfurt, Campus, 2008, p. 139-155, et ici p. 142.
2. Cf. Lung-chih Chang, « Zhimin xiandaixing fenxi yu Taiwan jindaishi yanjiu. Bentu shixue shi yu fangfalun chuyi » (L'analyse de la modernité coloniale et les études sur l'histoire moderne de Taiwan. Quelques remarques personnelles sur l'histoire d'une historiographie native et sa méthodologie), in Wakabayashi Masahiro, Wu Mi-cha (éd.), *Kuajie de Taiwanshi yanjiu. Yu Dongyashi de jiaocuo* (Études transfrontières sur l'histoire de Taiwan. Un dialogue avec l'histoire de l'Asie orientale), Taipei, Bozhongzhe wenhua, 2004, p. 133-160.
3. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan. Land Tenure, Development, and Dependency, 1895-1945*, Taipei, SMC Publishing Inc., 1996.

impériale de Tokyo Ludwig Riess (1861-1928), formé auprès de Ranke à l'université de Berlin entre 1880 et 1885. Le professeur invité y introduit les nouvelles méthodes et approches de l'historiographie européenne, initiant la jeune génération de l'école de Tokyo aux thèses de son maître, dont l'exégèse historique tend à faire de l'histoire une science réduite à la critique des faits et des sources de première main⁽⁴⁾. Plus tard, dans la colonie japonaise de Taiwan, plusieurs professeurs japonais, tels Fujita Toyohashi (1869-1929), Ichimura Sanjirō (1864-1947), Iwao Seiichi (1900-1988) et Murakami Naojirō (1868-1966), superviseront la formation en histoire à l'université de Taihoku, où ils introduiront à leur tour les thèses et les méthodes de Ranke. Ainsi, au contact des historiens japonais, et en lisant les travaux, alors en vogue au Japon, de Fukuzawa Yukichi (1835-1901), Naka Michiyo (1851-1908) et Kuwabara Jitsuzō (1870-1931), l'élite taiwanaise des années 1920 et 1930, qui était parvenue à entrer à l'université de Taihoku ou qui avait pu directement étudier dans la métropole nipponne, s'était familiarisée avec l'historiographie allemande moderne⁽⁵⁾.

L'arrivée du Kuomintang à Taiwan en 1945, puis l'établissement à Taipei de l'Academia Sinica, refondée le 1^{er} novembre 1949 et rattachée directement à la présidence de la République de Chine, marquent une rupture de fond et une continuité de forme dans l'évolution de l'historiographie insulaire. Rupture dans la mesure où l'histoire « nationale » (*guoshi*) enseignée dans l'île n'est désormais plus celle de l'empire japonais mais des dynasties chinoises et de la République de Chine. Continuité dans la mesure où les travaux historiques entrepris dans le milieu académique se réclament tout autant que ceux de la période japonaise de l'héritage positiviste de Ranke. Fu Ssu-nien (1896-1950), père fondateur de l'Institut d'histoire et de philologie de l'Academia Sinica et de l'école chinoise de la « documentation historique » (*shiliao xuepai*), a en effet séjourné en Allemagne dans les années 1920 et a, lui aussi, été marqué par les thèses de Leopold von Ranke. Après son décès, survenu un an après son arrivée à Taiwan, son influence au sein des milieux académiques restera très importante jusque dans les années 1960, grâce à ses anciens condisciples et à son maître Hu Shih (1891-1962) qui perpétueront son enseignement⁽⁶⁾.

De son vivant, Fu Ssu-nien cherche à renouer avec l'érudition pure du *kaozhengxue*, ou la tradition dite « des vérifications et des preuves », qui a dominé le XVIII^e siècle en Chine⁽⁷⁾, et dont l'esprit hautement critique lui semble compatible avec l'approche positiviste et la rigueur scientifique de l'historiographie allemande. En puisant dans l'approche

philologique du *kaozhengxue* et dans les sciences historiques européennes, Fu Ssu-nien entend rompre avec toute forme d'interprétation en histoire, qu'il condamne pour être fondée sur des jugements de valeur, et *a fortiori* subjective. L'idée qui sous-tend sa réflexion est que, parce qu'elle ne peut se soustraire au langage, parce qu'elle prend forme dans la narration, l'interprétation historique ne peut échapper à une mise en intrigue d'elle-même qui la détourne de la réalité. Aussi serait-ce par la critique textuelle et philologique, assortie d'une recherche archéologique méticuleuse, que l'historien pourrait toucher à la véracité des faits. Cette quête obstinée de l'objectivité conduit Fu Ssu-nien et l'école du *shiliao* à une condamnation radicale du sujet, qui ne peut dès lors qu'interférer avec la réalité de manière infondée ou dans le but d'en retirer un profit, notamment politique. Une telle posture ne s'oppose pas seulement aux conceptions *a priori* du déterminisme de l'histoire marxiste et du matérialisme historique, mais rejette aussi la dimension introspective et morale du néoconfucianisme Song qui a façonné l'historiographie chinoise à partir du XIII^e siècle⁽⁸⁾.

Au milieu des années 1960, l'arrivée au sein de la communauté scientifique d'une nouvelle génération de chercheurs, formés pour la plupart aux États-Unis et réunis autour des revues *Pensée et langage* (*Si yu yan*) et *Économie et société* (*Shihuo yuekan*), précipite toutefois le déclin de l'école du *shiliao*. Ce moment correspond en effet à un changement de cap méthodologique et à une réhabilitation du sujet connaissant dans les études historiques à Taiwan. Les historiens du milieu académique en appellent désormais à l'introduction en histoire de nouvelles méthodes et approches empruntées aux sciences sociales occidentales et préconisent dans leur travail l'interdisciplinarité⁽⁹⁾. Ainsi, c'est principalement par la médiation américaine que sont introduites à Taiwan les

4. Sur les influences européennes dans l'historiographie japonaise de l'ère Meiji, cf. John S. Brownlee, *Japanese Historians and the National Myths, 1600-1945 : The Age of the Gods and Emperor Jimmu*, UBC Press/University of Tokyo Press, 1997, p. 71-80.
5. Pour un aperçu du cursus d'histoire à l'Université impériale de Taipei et une présentation des effectifs (professeurs et étudiants inclus), cf. Chen Wei-chih, « Wenzhengbu shixueke jianjie » (Présentation succincte des cours d'histoire au département des sciences humaines et politiques), *Academia : Taibei diguo daxue yanjiu tongxun* (Academia. Bulletin de recherche sur l'Université impériale de Taihoku), n° 1, 1996, p. 72-98.
6. Sur la vie et l'œuvre de Fu Ssu-nien, cf. la monographie de Fan-sen Wang, *Fu Ssu-nien. A Life in Chinese History and Politics*, Cambridge University Press, 2000.
7. Sur l'école du *kaozheng*, cf. Benjamin Elman, *From Philosophy to Philology. Intellectual and Social Aspects of Change in Late imperial China*, Los Angeles, University of California, 2001, notamment p. 71-122.
8. Cf. Fan-sen Wang, *Fu Ssu-nien. A Life in Chinese History and Politics*, op. cit., p. 126-139.
9. Cf. Wang Qingjia (Edward Q. Wang), *Taiwan shixue wushi nian (1950-2000). Chuan-cheng, fangfa, quxiang* (Cinquante ans d'historiographie taiwanaise. Héritages, méthodes et mouvances), Taipei, Maitian chubanshe, 2002, p. 43-97.

grandes théories des sciences sociales occidentales jusque dans les années 1970⁽¹⁰⁾, lesquelles concourent à un dépassement de l'érudition du *shiliao* et à une modélisation de l'observation historiographique. Le fonctionnalisme tel qu'il s'illustre à travers les thèses de Talcott Parsons – elles-mêmes nourries de la pensée de Weber – sert de modèle aux sociologues taiwanais, comme Ye Chi-cheng, pour repenser les éléments de structuration de l'action sociale et leurs modalités. Il permet de dégager, dans une approche systémique, des variables structurelles et des dynamiques d'interconnexion entre les institutions, les individus, les groupes et leurs cultures⁽¹¹⁾. La sociologie wébérienne, à laquelle s'intéresse le sociologue Ambrose King, établi à Taiwan jusqu'en 1967, autorise une réflexion nouvelle sur la modernisation dans le monde chinois et sur les incitations pratiques à l'action dictées par le fait religieux et l'*ethos* qui en découle⁽¹²⁾. Le culturalisme et le *behaviorism* permettent à Yang Kuo-shu et Li Yih-yuan de porter un regard nouveau, à la lumière des catégories de « culture » et de « personnalité », sur les questions du « caractère national » (*guojia xingge*) et des « comportements sociaux » (*shehui xingwei*)⁽¹³⁾. L'histoire intellectuelle est également mise à l'honneur sous l'influence de l'historien sino-américain Yu Ying-shih, qui fait connaître dans l'île ce courant libéral de l'historiographie occidentale représenté par Isaiah Berlin et Robin Collingwood⁽¹⁴⁾. Par le biais des publications en langue anglaise, les jeunes historiens taiwanais se familiarisent également avec l'école française des Annales, dont ils cherchent à mettre en pratique les méthodes pour appréhender les pratiques économiques et les faits de société dans la longue durée⁽¹⁵⁾.

Force est toutefois de constater que jusqu'au milieu des années 1970, le débat historiographique à Taiwan se cantonne à des questions d'ordre méthodologique, sans que celles-ci ne soient véritablement appliquées au cas taiwanais. Le local, même saisi dans ses particularismes, se voit systématiquement rattaché à un ensemble socioculturel défini comme « chinois ». Pendant les trois décennies suivant l'arrivée du Kuomintang à Taiwan, les études historiques sur la société insulaire n'ont guère eu plus de chance que sous l'occupation japonaise de s'épanouir au grand jour⁽¹⁶⁾. Après 1945, la politique de sinisation mise en œuvre par le Parti nationaliste chinois n'autorisait pas à repenser les différences de vécu entre Taiwanais et Continentaux. L'entreprise de reconstruction culturelle et d'assujettissement politique du Kuomintang, dont l'un des objectifs était de purger la société insulaire de ses influences japonaises, s'inscrivait dans un projet plus large de gouvernance visant à reconstruire la nation chi-

noise à partir de Taiwan, conformément à la fiction de la République de Chine, et à transformer les habitants de l'île en d'authentiques patriotes chinois. Les efforts constants du Parti nationaliste chinois pour renforcer les sentiments de liens ethniques et culturels entre les insulaires et les habitants de la patrie ancestrale chinoise (*zuguo*) se fondaient sur un récit national unilinéaire situant le passé et la destinée de Taiwan sur une trajectoire historique congruente à celle du continent chinois. La fiction nationaliste chinoise de l'histoire cautionnait le mythe d'une « grande Chine », réifiée dans un passé primordial, à laquelle les insulaires ne pouvaient se soustraire. La politique de domination du Kuomintang ne laissait aucune place à l'existence d'une ethnicité et d'une tradition proprement taiwanaises, fussent-elles symboliques⁽¹⁷⁾.

Les premières tentatives de distanciation de l'historiographie nationaliste chinoise dans le milieu académique taiwanais remontent au milieu de la décennie 1970, dans un contexte sociopolitique marqué par la perte progressive de reconnaissance de la République de Chine sur la scène internationale et par la crise subséquente de légitimité du gouvernement nationaliste chinois à Taiwan. S'affirme alors dans la société une volonté de revalorisation du potentiel insulaire qui se traduit au sein de la communauté scientifique par un regain d'intérêt pour les études locales, lequel participe d'une réhabilitation de la réalité taiwanaise occultée par l'histoire offi-

10. Dans le contexte de la guerre froide, la contribution américaine a été considérable dans l'île, tant sur le plan financier qu'intellectuel. De nombreux projets scientifiques ont pu être menés à bien grâce aux subsides américains. Cf. Chang Peng-yuan, Guo Tingyi, Fei Zhengqing, Wei Muting, *Taiwan yu Meiguo xueshu jiaoliu ge'an chutan* (Kuo Ting-ye, John K. Fairbank et Clarence M. Wilbur. Enquête préliminaire sur les échanges scientifiques entre Taiwan et les États-Unis), Taipei, Institut d'histoire moderne de l'Academia Sinica, 1997.
11. Cf. Ye Chi-cheng, « Sanshi nian lai Taiwan diqu Zhongguo wenhua fazhan de tantao » (Examen des évolutions de la culture chinoise à Taiwan au cours des trente dernières années), in Chu Cen-lou (éd.), *Wo guo shehui de bianqian yu fazhan* (Mutations et évolutions sociales de notre pays), Taipei, Sanmin shuju, 1981, p. 103-177, et ici p. 118-120 et 137-143.
12. Cf. Chin Yao-chi (Ambrose King), *Zhongguoren de san ge zhengzhi* (Trois systèmes politiques des Chinois), Taipei, Jingji yu shenghuo chubanshiye gongsi, 1988, p. 253-257 ; *Zhongguo shehui yu wenhua* (Chine : société et culture), Hong Kong, Oxford University Press, 1992.
13. Cf. Li Yih-yuan, Yang Kuo-shu, *Zhongguoren de xingge* (Le caractère des Chinois), Taipei, Guiguan tushu, 1988.
14. Cf. Yu Ying-shih, *Lishi yu sixiang* (Histoire et pensée), Taipei, Lianjing, 1976, notamment p. 1-14.
15. Cf. Wang Qingjia (Edward Q. Wang), *Taiwan shixue wushi nian (1950-2000)*, op. cit., p. 76.
16. Sur les études historiques sur Taiwan entreprises sous le régime nationaliste chinois d'après-guerre, cf. Ann Heylen, « De l'histoire locale à l'histoire nationale. La difficile institutionnalisation d'une historiographie taiwanaise », *Perspectives chinoises*, n° 66, juillet-août 2001, p. 41-54, notamment p. 42-46.
17. Cf. Allen Chun, « From Nationalism to Nationalizing : Cultural Imagination and State Formation in Postwar Taiwan », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 31, janvier 1994, p. 49-69.

cielle. C'est le cas des travaux en anthropologie historique de Chen Chi-nan, qui s'intéresse à l'évolution des rapports entre les différents groupes subethniques à Taiwan pendant la période mandchoue (1683-1895). Chen Chi-nan émet à l'époque le concept d'« indigénisation » (*tuzhuhua*) de la société taiwanaise pour analyser les évolutions sociales et culturelles de Taiwan aux XVIII^e et XIX^e siècles. À l'opposé du concept d'« intégration de la périphérie » (*neidihua*) mis en avant au même moment par l'historien nationaliste chinois Li Kwo-chi, qui souligne de son côté l'intensification du processus de sinisation de Taiwan au XIX^e siècle, Chen Chi-nan insiste sur des facteurs endogènes de changement propres à la société insulaire. Son approche et son interprétation prennent le contre-pied de la vision officielle de l'histoire qui se reflète à travers les thèses de Li Kwo-chi en ce qu'elles mettent l'accent sur des points de discontinuité et de rupture entre l'île et le continent chinois⁽¹⁸⁾.

La réflexion de Chen Chi-nan est annonciatrice de la lutte menée dans les années 1980 et 1990 par les activistes de l'opposition au Kuomintang pour la reconnaissance d'une histoire proprement taiwanaise, qui prene davantage en compte la pluralité des expériences historiques dans l'île. Dans la lignée des indépendantistes de la première heure, contraints de fuir à l'étranger après 1947, tels Ong Jok-tik (Wang Yu-teh) et Su Bing (Shih Ming)⁽¹⁹⁾, les opposants au régime nationaliste chinois cherchent à renouer avec les racines historiques des habitants de Taiwan, présents dans l'île avant l'arrivée du Kuomintang. La réévaluation du fonds aborigène de l'île et d'une histoire proprement insulaire, empreinte d'une mentalité de pionniers, et marquée par un demi-siècle de présence coloniale japonaise ayant changé en profondeur la structure socio-économique de l'île, devient à partir de la décennie 1980 une arme du combat pour l'émancipation politique des Taiwanais face aux Continents⁽²⁰⁾. Par le biais des notions d'« ethnicité » (*zuqunxing*), d'« identité » (*rentong*), de « mémoire collective » (*jiti jiyi*), de « conscience historique » (*lishi yishi*) et d'« imaginaire national » (*guojia xiangxiang*), les tenants d'une nouvelle histoire taiwanaise, affranchie des schèmes de l'historiographie nationaliste chinoise, mettent en avant une perspective historique centrée sur Taiwan et élaborent un nouveau récit national à tendance nativiste⁽²¹⁾. Mais l'entreprise de relecture de l'histoire taiwanaise, qui s'oppose à l'instrumentalisation de celle-ci par le Kuomintang après la guerre, n'est pas sans présenter quelque convergence de forme avec le discours officiel dont elle entend se départir. En cherchant à promouvoir l'idée d'une spécificité taiwanaise, l'historiographie taiwano-centrée peut parfois tomber dans les mêmes travers

culturalistes et essentialistes que l'historiographie nationaliste chinoise adverse qui s'était employée à promouvoir l'ascendance culturelle han et la « sinité » de Taiwan, de façon homogénéisante et réductrice.

Il faudra attendre la décennie 1990, au lendemain de la levée de la loi martiale, pour que les études historiques sur Taiwan se dotent d'une véritable assise institutionnelle et s'orientent vers plus de scientificité. Toujours est-il que les apports du courant para-académique représenté par les indépendantistes en exil et les activistes de l'opposition au Kuomintang se sont vu accréditer au fil du temps par l'opinion publique et par l'institution. Sous leur influence croissante, les historiens du milieu académique ont été amenés tour à tour à repenser le lien entre la colonisation japonaise et la formation d'une identité taiwanaise moderne, à redécouvrir l'histoire des populations aborigènes et des migrants hakkas, leurs langues et leurs cultures, à revenir sur les événements tragiques du 28 février 1947⁽²²⁾, sur l'évolution du mouvement indépendantiste taiwanais au Japon et aux États-Unis⁽²³⁾, autant d'aspects et de séquences de l'histoire des Taiwanais que la propagande du Kuomintang avait scellés dans l'oubli ou frappés de censure.

18. Les travaux de Chen Chi-nan, sur le *tuzhuhua*, et de Li Kwo-chi, sur le *neidihua*, ont été respectivement publiés pour la première fois en 1975. Nous donnons ici des éditions ultérieures : Chen Chi-nan, *Taiwan de chuantong Zhongguo shehui* (La société chinoise traditionnelle à Taiwan), Taipei, Yunchen chuban gongsi, 1987, notamment p. 151-180 ; Li Kwo-chi, *Qingdai Taiwan shehui de zhuaxing* (Les transformations de la société à Taiwan sous les Qing), Taipei, Jiaoyubu shehui jiaoyu si, 1978.
19. Cf. Ong Jok-tik (Wang Yu-teh), *Taiwan. Kumen de lishi* (Taiwan. Une histoire pleine d'amertume), Taipei, Zili wanbao, 1993 ; Su Bing (Shih Ming), *Taiwanren siba nian shi* (Quatre cents ans d'histoire des Taiwanais), Taipei, Caogen wenhua, 1998.
20. Cf. A-chin Hsiao, « Crafting a National History », dans son ouvrage *Contemporary Taiwanese Cultural Nationalism*, New York, Routledge, 2000, p. 148-177.
21. Cf. Li Chiao, « Taiwan guojia de rentong jigou » (Structures de l'identité nationale à Taiwan), in Li Hung-hsi et al., *Guojia rentong xueshu yantaohui lunwenji* (Actes de conférence sur l'identité nationale), Taipei, Xiandai xueshu yanjiu jijinhui, 1993, p. 201-222. Concernant le discours sur l'identité nationale à Taiwan dans les années 1990 et les lectures de l'histoire taiwanaise sur lesquelles il se fonde ou qu'il cautionne, cf. Gunter Schubert, « L'émergence d'une nouvelle nation ? Le discours sur l'identité nationale dans le Taiwan de la fin du xx^e siècle », *Perspectives chinoises*, n° 52, mars-avril 1999, p. 58-70.
22. Ces événements, qui ont laissé une profonde cicatrice dans la société taiwanaise, doivent être compris comme le résultat du mécontentement de la population insulaire à l'égard du Kuomintang, qui, dès son arrivée à Taiwan en 1945, se conduit dans l'île en véritable colon et cherche à s'assurer, sur fond d'inflation galopante, le monopole – entre autres – de la vente d'alcool et de tabac. Le 28 février 1947, à la suite d'une querelle entre une revendeuse de cigarettes et des soldats du Kuomintang qui entraîne la mort d'un passant, la population insulaire, exaspérée par les exactions et la corruption du Parti nationaliste chinois, se révolte. Les historiens estiment aujourd'hui que la répression qui s'ensuivit fit alors entre 20 000 et 30 000 morts parmi les insulaires. Cf. Chang Yen-hsien et al., *Er er ba shijian zeren guishu yanjiu baogao* (Rapport afin d'établir les responsabilités dans les incidents du 28 février 1947), Taipei, Er er ba jijinhui, 2006.
23. Sur le mouvement indépendantiste taiwanais, cf. Chen Chia-hung, *Taiwan duli yundong shi* (Histoire du mouvement pour l'indépendance de Taiwan), Taipei, Yushanshe, 2006.

A la recherche d'une « histoire savante native » : la réflexion critique de Chang Lung-chih

Parce qu'ils aspirent à faire reconnaître leur histoire comme une discipline académique à part entière, les historiens taiwanais se doivent aujourd'hui de prendre en compte ses origines multiples et la diversité des traditions et écoles de savoir qui lui donnent corps. Ainsi, une nouvelle mouvance, qui s'illustre notamment à travers les récents travaux de l'historien Chang Lung-chih, en appelle à une réflexion critique sur les possibilités et les conditions d'élaboration d'une « histoire savante native » (*bentu xueshushi*) dotée de modèles d'analyse propres, ayant une portée réflexive sur les manières de sonder l'enchevêtrement des continuités et des ruptures dans le développement historique de l'île. Chang Lung-chih pose la question suivante : « Si, au tournant de ce siècle, les études historiques sur Taiwan sont désormais bien visibles, sont-elles pour autant parvenues à s'imposer comme un domaine de recherche scientifique à part entière, doté de ses propres questionnements, de ses propres orientations méthodologiques et modèles d'analyse ?⁽²⁴⁾ »

Chang Lung-chih prend pour point de départ de la réflexion la « controverse sur la modernisation à Taiwan » (*Taiwan jindaihua lunzheng*) ayant opposé Kao I-ke et Tai Kuo-hui dans les années 1983-1984⁽²⁵⁾. Cette polémique, qui porte sur la question de l'appréciation de l'héritage colonial japonais à Taiwan, éclate en mai 1983, lorsque Yang Pi-chuan, ex-prisonnier politique et jeune activiste de l'opposition, signe sous le nom de plume de Kao I-ke un article dans la revue *Racines* (*Shenggen*), intitulé « Gotō Shimpei : père fondateur de la modernisation à Taiwan ». Parce que l'auteur met en avant les succès enregistrés par le premier commissaire japonais aux affaires civiles (en poste dans l'île de 1898 à 1906)⁽²⁶⁾, il soulève l'ire des historiens nationalistes chinois, qui considèrent le moment colonial japonais comme un âge sombre d'oppression à Taiwan. En mars 1984, la revue *La Tribune du courant de Chine* (*Xia-chao luntan*) publie les actes d'une conférence aux États-Unis où l'historien Tai Kuo-hui s'en prend violemment à Yang Pi-chuan, l'accusant de complaisance à l'égard du passé colonial japonais et dénonçant chez lui une « mentalité de colonisé » (*beizhimin xintai*). Tai Kuo-hui estime que c'est au gouverneur mandchou Liu Ming-chuan, mandaté dans l'île entre 1885 et 1891, que l'on doit les premiers efforts de modernisation à Taiwan⁽²⁷⁾, lesquels ont pavé la voie à la politique d'exploitation des Japonais de leur future colonie.

Selon Chang Lung-chih, si cette controverse n'a pas donné lieu à l'époque à un examen critique très poussé de l'histoire taiwanaise moderne, ni des modèles d'analyse et d'interprétation qui en favoriseraient l'appréhension, elle présente néanmoins *a posteriori* un double intérêt, historique et heuristique : primo, elle éclaire le contexte intellectuel et social taiwanais de la première moitié de la décennie 1980, dominé par le clivage identitaire entre les promoteurs de la « conscience taiwanaise » (*Taiwan yishi*) et ceux de la « conscience chinoise » (*Zhongguo yishi*)⁽²⁸⁾; secundo, elle pose la question de la possibilité d'une histoire savante native soucieuse des critères de sa propre périodisation et supposément capable de mettre en lumière la transition de la société taiwanaise vers l'époque moderne. Creuser le débat d'alors devrait permettre de sonder les conditions historiques préalables à la modernisation de l'île aux XIX^e et XX^e siècles, mais aussi de scruter la nature des administrations mandchoue et japonaise sur le sol insulaire, leurs points de convergence et de divergence, leurs interactions avec la société native et leur insertion dans le processus de construction étatique des empires dont elles sont, respectivement, l'émanation et le prolongement⁽²⁹⁾.

Il importe donc pour Chang Lung-chih d'explorer de nouveaux modes de récits historiques « de substitution » (*ti-daixing lishi xushi fangshi*) à même de transcender les régimes successifs dans l'histoire de Taiwan et de faire ressortir des évolutions économiques et sociales dans la longue durée. L'idée qui sous-tend son travail est que la condition des métayers ou des couches inférieures de la société en général, ou encore la place et les droits de la femme à Taiwan, entre autres exemples, peuvent être appréhendés comme des invariants – au sens mathématique du terme – dans le procès de l'histoire. Précisons qu'il ne s'agit pas là de figer ces états ou ces dimensions du sujet social dans une immua-

24. Chang Lung-chih, « Zhimin xiandaixing fenxi yu Taiwan jindaishi yanjiu », *art. cit.*, p. 134.

25. *Ibid.*, p. 135-137.

26. Pour une analyse critique de la politique de Gotō Shinpei à Taiwan, cf. Edward I. Chen, « Gotō Shimpei, Japan's Colonial Administrator in Taiwan : A Critical Reexamination », *American Asian Review*, vol. 13, n° 1, 1995, p. 29-59.

27. Sur la politique du gouverneur Liu Ming-chuan à Taiwan, cf. Samuel C. Chu, « Liu Ming-chuan and Modernization of Taiwan », *The Journal of Asian Studies*, vol. 23, n° 1, novembre 1963, p. 37-53.

28. Sur le clivage identitaire « conscience chinoise » vs. « conscience taiwanaise » à la fin des années 1970 et pendant la décennie 1980 à Taiwan, cf. Shih Min-hui (Chen Fang-ming), *Taiwan yishi lunzhan xuanji* (Recueil d'articles sur la controverse sur la conscience taiwanaise), Taipei, Qianwei chubanshe, 1989 ; et Hermann Halbeisen, « Taiwanese Consciousness (Taiwan I Shih) : Facets of a Continuing Debate », in E. Chen, J. Williams, J. Wong (éd.), *Taiwan. Economy, Society and History*, Hong Kong, 1991, p. 235-250.

29. Cf. Chang Lung-chih, « Zhimin xiandaixing fenxi yu Taiwan jindaishi yanjiu », *art. cit.*, p. 135-137.

bilité anhistorique qui ne ferait aucun cas de la volonté humaine et de sa faculté à influencer sur le cours des choses. L'enjeu est bien plutôt de repenser ces états ou ces dimensions comme des données qui ne concernent pas un régime en particulier mais embrassent toutes les époques dès lors qu'on observe une présence humaine socialement organisée et hiérarchisée dans l'île. L'histoire politique a, certes, le mérite de faire ressortir la diversité des régimes à Taiwan, mais elle tend à fragmenter le passé de l'île en focalisant le récit et l'analyse sur des épisodes politiques pensés en rupture les uns par rapport aux autres.

Cet appel de Chang Lung-chih à une réévaluation de l'histoire dans la longue durée, sous l'angle économique et social, fait écho au débat méthodologique des historiens de la revue *Pensée et langage* au milieu des années 1960. Il n'est donc pas une nouveauté dans le champ de la réflexion en histoire à Taiwan, si ce n'est que, cette fois, il demande à ce que les approches préconisées soient appliquées au cas taiwanais, envisagé et considéré pour lui-même. Dans le milieu académique des années 1960, encore circonscrit à l'héritage des intellectuels continentaux, les tentatives de mise en pratique d'une nouvelle historiographie épaulée par les sciences sociales se sont limitées à l'étude des phénomènes en Chine, et quand elles n'ont pas d'emblée écarté l'observation des réalités locales à Taiwan, elles n'ont pas cherché à les comprendre *pour* et *en* elles-mêmes. Plus tard, dans les années 1970, les travaux de Li Kwo-chi sur le *neidihua* et ceux de Chen Chi-nan sur le *tuzhuhua* ont été motivés par le souci d'une analyse conceptualisée de la société insulaire de l'époque mandchoue ; en cela, ils restent novateurs. Néanmoins, ils n'ont pas su s'affranchir du paradigme d'une histoire locale, monographique, n'ayant alors pas d'autre finalité que d'enrichir la connaissance d'un ensemble indifférencié, le monde chinois, perçu de façon holistique en même temps que généralisé par-delà le local. Comme nous l'avons vu, l'analyse de Li Kwo-chi porte sur le mouvement d'intégration de Taiwan au continent chinois à la fin du XIX^e siècle. L'historien s'emploie à montrer comment l'île s'est alignée à l'époque sur le modèle d'une province chinoise, évolution hâtée par l'intrusion occidentale dans la région et dont le cheminement est à l'opposé des efforts du continent qui, au même moment, se tourne vers l'Occident en lui empruntant ses sciences et ses techniques. La portée explicitement énoncée de son étude n'est pas d'éclairer tel aspect, ni de reconstituer tel épisode de l'histoire de Taiwan, mais de revenir sur la rencontre Chine-Occident en soulignant le caractère erratique, voire inversé du processus de modernisation que cette confrontation a précipité d'un endroit à l'autre

dans le monde chinois⁽³⁰⁾. Quant à l'étude de Chen Chi-nan, si elle valorise certains facteurs endogènes de changement à Taiwan pendant l'époque mandchoue, elle vise plus généralement à mesurer des évolutions propres aux sociétés de migrants d'appartenance culturelle chinoise, originaires des régions du sud-est de la Chine, appelés dans l'histoire à s'enraciner outre-mer⁽³¹⁾.

Chang Lung-chih entend donc développer dans l'historiographie de Taiwan des traditions de savoir ancrées dans le contexte natif et entièrement dédiées à la connaissance de celui-ci. Il reproche aux récents travaux sur l'évolution de l'historiographie taiwanaise, comme l'ouvrage de Wang Qingjia (Edward Q. Wang)⁽³²⁾, de trop vouloir se référer au courant de l'historiographie chinoise à Taiwan. La synthèse de Wang Qingjia tend en effet à survaloriser les influences des intellectuels du continent sur la génération des chercheurs nés dans l'île après la guerre. En outre, l'auteur y sous-estime les courants para-académiques qui ont fait vivre à leur manière une mémoire et une histoire propres à Taiwan et qui ont interagi avec le milieu académique dans le sillage de la transition démocratique du régime insulaire⁽³³⁾. Quant au rôle décisif de la médiation japonaise dans l'élaboration d'une tradition historiographique taiwanaise, il est lui aussi quelque peu déprécié⁽³⁴⁾.

Chang Lung-chih commence par recenser des travaux sur l'histoire de Taiwan qui, même s'ils ne situent pas de façon explicite les méthodes sur lesquelles ils se fondent, illustreraient malgré tout les approches qu'il invoque et pourraient servir aujourd'hui de point de départ à une investigation critique de la périodisation de l'époque moderne à Taiwan. L'historien dresse le constat suivant : « En regard de l'historiographie de la Chine, où s'affrontent des thèses et des écoles d'historiens chinois et japonais sur des questions comme la "transition Tang-Song" ou l'existence de "germes de capitalisme à l'époque Ming-Qing", l'historiographie de Taiwan n'a pas encore donné lieu à une confrontation de points de vue sur les critères de sa périodisation⁽³⁵⁾. »

30. Cf. Li Kwo-chi, « Qingdai Taiwan shehui de zhuanxing », *art. cit.*, p. 1 et 39-41.

31. Cf. Chen Chi-nan, *Taiwan de chuantong Zhongguo shehui*, *op. cit.*, p. 155.

32. Pour les références de l'ouvrage, cf. note 9.

33. Sur la transition démocratique à Taiwan, cf. Fiorella Allio, « Démocratisation et processus électoral à Taiwan », in M. Delmas-Marty, P.-E. Will (éd.), *La Chine et la démocratie*, Paris, Fayard, 2007, p. 735-802.

34. Pour une recension critique de l'ouvrage de Wang Qingjia, cf. Wang Jung-tsu, « Zhuixun ban shiji de zongji : ping Wang Qingjia Taiwan shixue wu shi nian » (Sur les traces d'un demi-siècle : à propos de l'ouvrage de Wang Qingjia, Cinquante ans d'historiographie taiwanaise), Taipei, *Bulletin de l'institut d'histoire moderne de l'Academia Sinica*, n° 40, 2003, p. 241-248.

35. Chang Lung-chih, « Zhimin xiandaixing fenxi yu Taiwan jindaishi yanjiu », *art. cit.*, p. 137.

Le terme « périodisation » ne doit pas être entendu ici au seul sens de datation. La notion implique aussi une délimitation historique d'ordre qualitatif – et pas seulement chronologique. Il s'agit de voir si, en dehors des changements de régime politique à Taiwan, on ne pourrait pas cerner dans l'histoire de l'île une phase, un entre-deux, un tournant qui affecterait en substance la société, l'économie ou les cultures insulaires et qui, à cet égard, marquerait une période de transition de Taiwan vers l'ère moderne⁽³⁶⁾. Chang Lung-chih embrasse une perspective historique selon laquelle l'épisode de la colonisation japonaise apparaît comme une partie intégrante d'un âge moderne, d'une temporalité dont les contours s'esquissent en-deçà et au-delà de la seule période 1895-1945⁽³⁷⁾. Les chercheurs qui s'intéressent à l'histoire de Taiwan suivent en général le découpage rigide de l'histoire politique sans essayer de saisir les lignes de continuité et les points de ruptures qui relient ou scindent les différents régimes, ni examiner, dans une perspective comparée et en tant que « sujets d'explication » (*jieshixing keti*), les rapports entre la société et l'État, les liens interethniques et la « réception des colonisations » dans l'île (*zhimin jiechu*). À cet égard, remarque Chang Lung-chih, le travail de l'historien Wu Mi-cha, *Études sur l'histoire moderne de Taiwan*, se démarque comme un des rares ouvrages posant ouvertement, quoique très succinctement, la question des critères de la périodisation de l'histoire de Taiwan⁽³⁸⁾.

Chang Lung-chih cherche à extraire la controverse de 1983-1984 sur la modernisation de Taiwan de la seule sphère de l'idéologie en montrant que, au-delà de l'usage politique que Tai Kuo-hui fait de ses propres travaux pour contrer ses adversaires indépendantistes, apparaît clairement chez lui le souci de mettre en relief des phénomènes socioéconomiques qui, en amont et en aval de la rupture politique de 1895, corrélaient entre elles la période mandchoue tardive et la colonisation japonaise. Dans son étude sur l'économie insulaire à la fin des Qing, Tai Kuo-hui situe en effet un peu après le milieu du XIX^e siècle l'émergence d'un capitalisme marchand à Taiwan et l'essor d'une classe marchande autonome, représentée par de puissantes guildes (*hangjiao*), autour desquelles s'organise le réseau des importations et des exportations, et par la figure des compradores (*maiban*), au service des entreprises étrangères après l'ouverture de Taiwan au commerce extérieur en 1860. L'organisation de la production du sucre, du camphre et du thé, l'accumulation du capital (*ziben lei*) résultant du circuit de production et de marchandisation de ces denrées (*chanxiao liucheng*), ainsi que l'interpénétration de ce circuit avec le marché mondial apparaissent comme autant de structures et de conditions économiques

préalables et nécessaires au développement et à la rationalisation du capitalisme dans la future colonie nipponne⁽³⁹⁾.

Selon Chang Lung-chih, l'étude de 1929 de l'économiste japonais Yanaihara Tadao, *Taiwan aux prises avec l'impérialisme*, reste encore aujourd'hui un des travaux les plus accomplis, en tant qu'analyse systématique, sur le début de l'occupation japonaise⁽⁴⁰⁾. Néanmoins, on peut reprocher à son auteur de sous-valoriser, voire d'ignorer certaines formes spécifiques de l'économie et de l'organisation sociale traditionnelles à Taiwan, antérieures à l'occupation japonaise, avec lesquelles les Japonais ont dû composer à leur arrivée dans l'île, et qui ont nécessairement orienté dans un sens plutôt qu'un autre la politique d'exploitation coloniale. Cette faiblesse de son travail a été relevée au milieu des années 1970 par Tu Chao-yen, économiste taiwanais formé à l'université de Tokyo, qui a cherché à y remédier dans un ouvrage, *Taiwan dans le giron de l'impérialisme japonais*⁽⁴¹⁾. Dans ce travail, Tu Chao-yen s'efforce de recentrer le regard sur le contexte natif en prenant en compte certaines structures de la société taiwanaise inhérentes au système traditionnel de tenure et de propriété foncière, structures dont les Japonais ont su habilement saisir les virtualités et dans l'articulation desquelles ils ont déployé leurs efforts de modernisation des différents secteurs d'activité insulaires.

Tant sur le plan de la méthode que sur le fond, l'étude de Tu Chao-yen est pionnière dans l'élaboration d'un savoir qui coïncide avec ce que Chang Lung-chih qualifie *a posteriori* d'« histoire savante native ». Mais c'est sans doute à travers le travail de l'historien Ka Chih-ming, publié pour la première fois en anglais en 1987, qu'un tel savoir s'illustre avec le plus de vi-

36. *Ibid.*, p. 137-138.

37. L'historien américain Harry Lamley souligne les apports d'une telle perspective dans l'élaboration, à partir des années 1970, d'une nouvelle histoire taiwanaise, cf. Harry J. Lamley, « Taiwan Under Japanese Rule, 1895-1945. The Vicissitudes of Colonialism », in Murray A. Rubinstein (éd.), *Taiwan. A New History*, New York, M.E. Sharpe, Inc., 2007, p. 201-260, et ici p. 202 [c1999].

38. L'auteur justifie en effet dans sa préface son choix de baser son travail sur un découpage chronologique débutant avec l'année 1895. D'après lui, l'arrivée du Japon à Taiwan a eu de telles répercussions sur la conscience historique de la population dans l'île qu'elle constitue un seuil psychologique fondateur de l'époque moderne. Cf. Wu Mi-cha, *Taiwan jindaishi yanjiu* (Études sur l'histoire moderne de Taiwan), Panchiao, Daoxiang chubanshe, 1991, p. 1-3.

39. Cette étude de Tai Kuo-hui, « Qing mo Taiwan de yi ge kaocha » (Une enquête sur Taiwan à la fin des Qing), est parue d'abord au Japon. On la trouve en chinois dans une édition taiwanaise plus récente d'un ouvrage paru sous le nom de son auteur : *Taiwan shi yanjiu. Huigu yu tansuo* (Études sur l'histoire de Taiwan. Regard rétrospectif et exploration), Taipei, Yuanliu chuban gongsi, 1985, p. 27-88.

40. Pour une monographie en anglais sur la vie et l'œuvre de Yanaihara Tadao, cf. Susan C. Townsend, *Yanaihara Tadao and Japanese Colonial Policy. Redeeming Empire*, Richmond, Curzon, 2000.

41. Cf. To Shōgen (Tu Chao-yen), *Nihon teikokushugi-ka no Taiwan*, Tokyo, Tokyo daigaku shuppan-kai, 1975.

gueur⁽⁴²⁾. Dans la lignée de Tu Chao-yen, ce dernier essaie de voir dans quelle mesure un mode d'organisation sociale propre à Taiwan, consubstantiel aux activités de défrichement et au système foncier d'avant la colonisation japonaise, aurait déterminé, favorisé, voire tout simplement rendu effective la politique d'exploitation coloniale nipponne.

L'approche que Ka Chih-ming privilégie tout au long de son travail permet à Chang Lung-chih d'étayer sa réflexion critique sur l'historiographie de Taiwan⁽⁴³⁾. Elle répond en effet aux critères théoriques énoncés par ce dernier d'une « histoire savante native » soucieuse d'appréhender l'enchevêtrement des continuités et des ruptures dans le développement historique de l'île et faisant ressortir, dans une perspective comparée, sous l'angle économique et social, des tendances longues de l'histoire insulaire. Ka Chih-ming opte pour une grille de compréhension des faits où le système foncier lui-même est envisagé dans le procès de l'histoire comme cet « invariant » évoqué plus haut, c'est-à-dire comme une donnée de l'organisation de la présence et de l'activité humaines qui, même si elle connaît ses variations internes au fil du temps, se doit d'être saisie formellement *dans* et *par* l'observation historiographique, par-delà les époques et les régimes politiques.

Nous allons revenir ici plus en détail sur le travail de Ka Chih-ming pour essayer de mieux comprendre certaines dynamiques de l'histoire insulaire et voir quel type de lecture l'historien propose de celle-ci pour appréhender la transition de la société taiwanaise vers l'ère moderne. La section qui suit nous permettra ainsi de clore cet article par un aperçu concret d'un travail très représentatif de la nouvelle historiographie de Taiwan qui s'est élaborée dans l'île au cours des 20 dernières années.

Ka Chih-ming et le retour à la terre : la société insulaire par-delà les régimes politiques

Le système foncier dans la longue durée

Ka Chih-ming fait remonter au début de la période mandchoue la généalogie des structures qui charpentent le système de la propriété foncière à Taiwan sous l'occupation japonaise. Comme nous l'avons évoqué, son approche s'inscrit dans la longue durée. La question foncière constitue ce fil conducteur le long duquel il sonde le passé de la société insulaire, dans un cadre chronologique qui, par ailleurs, commence plus en amont du régime mandchou, au moment de la présence hollandaise à Taiwan (1624-1662).

Les premiers grands travaux de défrichement entrepris dans l'île remontent en effet à cette époque où la Compagnie

néerlandaise des Indes orientales (VOC) a acheminé à Taiwan des paysans du continent chinois, soit un peu avant le milieu du XVII^e siècle. Auparavant, le territoire insulaire était peuplé par des populations aborigènes se rattachant au groupe linguistique des langues austronésiennes, qui pratiquaient l'agriculture itinérante sur brulis (cultures du millet, du riz, de l'igname, du tarot), l'élevage d'animaux domestiques (cochons, poules, chiens) et la chasse (daim). Les paysans chinois recrutés par la Compagnie néerlandaise étaient alors réunis dans l'île en groupes de défrichement, placés sous l'autorité d'un chef local au service des Hollandais. Après la mise en valeur du territoire, ils se voyaient octroyer des parcelles de terres arables, dont la taille variait en fonction du travail fourni dans l'entreprise de défrichement, en échange de quoi ils devaient s'acquitter d'un loyer, payable en nature, auprès de la Compagnie néerlandaise. Ainsi, nulle distinction n'existait parmi eux entre propriétaires et métayers. Les terres formosanes étaient placées sous la propriété nominative et exclusive de la Compagnie néerlandaise et les pionniers chinois servaient celle-ci en tant que tenanciers. Au sein du domaine royal, aucune corvée n'était imposée aux paysans, mais ces derniers devaient s'acquitter de l'impôt *per capita* et de nombreuses taxes en numéraire pour se livrer à diverses activités (chasse, pêche, commerce, abattage...)⁽⁴⁴⁾.

Plus tard, sous le règne de la famille Cheng (1662-1683), l'effort de guerre contre les Mandchous nécessite, cette fois, une agriculture insulaire de subsistance et un accroissement des réserves en grains. Les travaux de défrichement s'intensifient dans l'île, mais sur la base d'un nouveau modèle : la colonie agro-militaire. Pour subvenir aux besoins alimentaires de l'armée, la garnison est assignée au défrichement et à la culture des terres. Dès lors, le système foncier s'articule autour d'une nouvelle typologie des domaines agricoles, différenciés selon leurs statuts et leurs modes d'exploitation : les terres du domaine public (*guantian*), les terres de la garnison (*yingpantian*), et les fiefs des dignitaires (*sitan*)⁽⁴⁵⁾.

Ce système s'élabore au moment où les Cheng prennent possession de Taiwan. Ils réquisitionnent les colonies hollandaises dans l'île, qu'ils placent sous administration centrale, et encouragent leurs dignitaires (militaires, pour la plupart,

42. Nous citons dans cet article l'édition la plus récente de l'étude de Ka Chih-ming, cf. note 3.

43. Cf. Chang Lung-chih, « Zhimin xiandaixing fenxi yu Taiwan jindaishi yanjiu », *art. cit.*, p. 141.

44. Cf. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan*, *op. cit.*, p. 11-13.

45. Pour une analyse détaillée du système foncier à Taiwan à l'époque des Cheng, cf. Tsao Yung-ho, « Zheng shi shidai zhi Taiwan ken zhi » (Les travaux de défrichement à Taiwan au temps des Cheng), dans son ouvrage *Taiwan zaoqi lishi yanjiu* (Études sur l'histoire ancienne de Taiwan), Taipei, Lianjing chuban gongsi, 1981, p. 255-294.

mais aussi civils), de même que certains chefs locaux, à défricher et à exploiter leurs propres terres en dehors du domaine public. Cela supposait de ces derniers qu'ils acquiescent eux-mêmes leurs fiefs en empiétant, de gré ou de force, sur le territoire peuplé par les aborigènes. Le système de la colonisation militaire était un moyen efficace pour sécuriser leurs terres, alors exploitées par des soldats-tenanciers dont les tâches variaient selon leur grade dans l'armée. Alors que les terres de la garnison étaient exonérées d'impôt – en vertu de leur vocation à assurer le ravitaillement des troupes –, les dignitaires de la famille Cheng devaient s'acquitter auprès de l'administration d'un impôt foncier, dont le montant avoisinait le quart de celui prélevé sur les terres du domaine public. En reversant aux Cheng une part de leur récolte comme tribut, ces derniers s'arrogeaient le droit de lever toutes sortes de taxes et de soumettre à imposition la production à l'intérieur de leurs fiefs. En temps de guerre, ils se devaient toutefois de recruter des soldats parmi leurs tenanciers pour servir la lutte antimandchoue⁽⁴⁶⁾.

Après leur prise de Taiwan, en 1683, les Mandchous organisèrent le transfert des terres des Cheng et de leurs dignitaires aux tenanciers qui les avaient jusqu'alors exploitées, lesquels se virent désormais autorisés à léguer leur bien à leur descendance et à vendre ou acheter librement du terrain. Parce que la vente et l'achat de la terre ne connaissaient aucune restriction juridique sous les Qing, des familles chinoises et des marchands influents du continent, issus de la population civile, allaient prendre part aux travaux de défrichement dans l'île et allaient dominer l'ensemble des activités de mise en valeur du territoire insulaire.

L'une des particularités de la propriété et du mode de concession de la terre à Formose avant l'arrivée des Japonais réside en effet dans ce phénomène hérité de la société pionnière, bien connu des historiens et des anthropologues taiwanais, de démultiplication et de superposition de la nue-propriété et de l'usufruit au sein du système dit « du grand et du petit métayage » (*da xiao zu zhi*)⁽⁴⁷⁾. À la fin du XVIII^e siècle, émerge à Taiwan un système de tenure à trois niveaux, dont Ka Chih-ming retrace la genèse et analyse les rouages, système provenant des travaux de défrichement amorcés à grande échelle dans l'île un siècle et demi plus tôt. Contrairement au système foncier sur le continent chinois, où une classe de princes feudataires était davantage soumise au contrôle des autorités impériales, la laxité de l'administration mandchoue à Taiwan a favorisé l'apparition d'une couche d'entrepreneurs fonciers, désignés en chinois par le terme *kenhu*, signifiant littéralement « maître défricheur ». Après l'obtention d'une « licence de défrichement » (*kenzhao*) délivrée par les autorités impériales

contre le versement d'une taxe annuelle, ces derniers étaient autorisés à se lancer dans les activités de mise en valeur du territoire insulaire. Ils n'effectuaient pas les travaux par eux-mêmes mais recrutaient et supervisaient des hommes chargés de défricher les parcelles de terre qu'ils avaient dûment fait enregistrer dans le cadastre. Une fois l'entreprise de défrichement achevée, les *kenhu* se retiraient souvent loin de leurs terres, devenant pour la plupart citoyens, mais continuaient de percevoir auprès de « tenanciers perpétuels », appelés *dianhu* ou *yongdianhu*, un loyer en nature défini dans le cadre d'un contrat de métayage dit « charte de l'usufruit » (*jidianpi*)⁽⁴⁸⁾. Au cours du XVIII^e siècle, la figure des *kenhu*, à l'origine très influents de par leur rang et leur fonction dans la société pionnière, commença à s'estomper au profit des tenanciers perpétuels, dont l'usufruit des terres finit par prendre la forme d'un droit de quasi-propriété foncière. Les pratiques à la fin du XVIII^e siècle montrent que, dès lors que ces derniers s'étaient acquittés du loyer auprès du grand propriétaire, ils échappaient entièrement à son contrôle. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, les tenanciers perpétuels concédaient à leur tour, sans l'accord du *kenhu*, l'usufruit d'une partie de leurs terres à des paysans métayers (*xiangeng dianhu*), sorte de sous-tenanciers, exigeant également de leur part le versement d'un loyer sur la base d'un bail à partage de fruits⁽⁴⁹⁾. Pour distinguer le loyer que percevaient les *kenhu* de celui perçu par les *dianhu*, les historiens taiwanais, qui se réfèrent à la terminologie du droit coutumier, parlent, dans le premier cas, de « grand métayage » (*dazu*) et, dans le second, de « petit métayage » (*xiaozu*)⁽⁵⁰⁾.

L'élargissement du regard par la comparaison

La perspective comparée, invoquée par Chang Lung-chih, est constamment présente dans le travail de Ka Chih-ming ;

46. Cf. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan, op. cit.*, p. 13.

47. Pour des travaux en anglais sur le système foncier à Taiwan, cf. Edgar Wickberg, « Continuities in Land Tenure, 1900-1940 », in E. Ahern, H. Gates (éd.), *The Anthropology of Taiwanese Society*, Stanford, Stanford University Press, 1981, p. 212-240 ; Ronald G. Knapp, « Settlement and Frontier Land Tenure », in R. G. Knapp (éd.), *China's Island Frontier*, Taipei, SMC Publishing Inc., 1995, p. 55-68 ; et John Shepherd, *Statecraft and Political Economy on the Taiwan Frontier, 1600-1800*, Taipei, SMC Publishing Inc., 1995.

48. Cf. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan, op. cit.*, p. 11-21.

49. *Ibid.*, p. 21-27.

50. Le terme de « grand métayage » ne signifie pas que le loyer correspondant était plus élevé que celui dit du « petit métayage ». Au contraire, les tenanciers perpétuels percevaient auprès de leurs sous-locataires un loyer en nature équivalent à une proportion de la récolte largement supérieure à celle qu'ils devaient eux-mêmes verser aux grands propriétaires. Les terres sous-louées aux paysans métayers avaient d'autant plus de valeur qu'elles étaient déjà propres à la culture, donc porteuses de rendements stables. En 1830, le montant du petit métayage était en moyenne quatre fois plus élevé que celui du grand métayage. Cf. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan, op. cit.*, p. 19 et 24.

elle vise à saisir au plus près le contexte natif taiwanais dans sa singularité. Ka mentionne ainsi les travaux parus dans les années 1950 des chercheurs japonais Okuda Iku et Higashi Yashio, qui, selon lui, ont cherché à établir de façon trop schématique un parallèle entre le système foncier de l'époque hollandaise à Taiwan et le régime seigneurial apparu en Europe au XIII^e siècle. Selon Ka, l'entreprise coloniale des Hollandais à Formose contraste fortement avec le cas européen en ce qu'elle était motivée par le commerce et le profit, et non par la volonté de mettre en place une économie seigneuriale autosuffisante à l'échelle insulaire. Le système foncier et le mode de tenure introduits par les Hollandais étaient orientés vers la production et la circulation accrues des matières premières dans l'île (le sucre, principalement), en vue de leur exportation sur le marché mondial⁽⁵¹⁾. Ka Chih-ming opère également un détour par le système foncier sur le continent chinois, dans la province du Fujian. Si la terminologie en usage dans le droit coutumier à Taiwan provient de la région de Zhangzhou, dans la province côtière, elle recouvre des réalités très différenciées d'un endroit à l'autre. Ka Chih-ming reproche ainsi aux travaux d'Edgar Wickberg et de Ronald Knapp⁽⁵²⁾ de faire l'amalgame entre le système foncier à Formose et celui de la Chine du Sud à partir des Ming, système désigné par l'expression « un domaine, deux maîtres » (*yi tian liang zhu*). D'après Ka Chih-ming, Wickberg et Knapp n'ont pas compris que la distinction *dazu/xiaozu* dans le Fujian renvoyait à une différenciation parmi les propriétaires terriens tandis qu'à Taiwan elle servait à distinguer, en dernier lieu, les tenanciers de leurs sous-tenanciers⁽⁵³⁾.

La nature des pouvoirs exogènes et leur articulation avec la société native

L'étude de Ka Chih-ming permet aussi de s'interroger sur la nature des régimes dans l'île et leur articulation avec la société native. Elle révèle dans un premier temps le caractère extrêmement lâche du contrôle exercé par les autorités mandchoues à Taiwan, lequel reposait sur cette forme d'organisation sociale structurée autour du couple *kenhu/dianhu*. La logique politique de la formation de la strate sociale des *kenhu* réside dans le rôle que ces derniers jouaient, pendant les grands travaux de défrichement, pour assurer le maintien de l'ordre sur la terre frontalière et pour collecter les impôts dans les régions où l'administration impériale était très clairsemée ou peu efficace. C'est en échange des efforts déployés par les entrepreneurs fonciers pour garantir la sécurité et asseoir la fiscalité dans l'île que

la cour mandchoue octroyait à ces derniers un titre légal de propriété de la terre, le droit de recruter leurs propres tenanciers et de percevoir auprès d'eux un loyer.

À la fin du XIX^e siècle, sous la menace croissante des puissances impérialistes européenne et japonaise, la cour mandchoue prit conscience de l'importance de la position géostratégique de Taiwan pour la défense de l'empire. La politique du compromis avec la société insulaire indisciplinée n'était désormais plus de mise. Les autorités impériales essayèrent de supplanter la fonction sociopolitique des chefs locaux et des grands propriétaires absents par un renforcement de l'État centralisé dans l'île. Mais la réforme mise en œuvre par le gouverneur Liu Ming-chuan pour accroître les recettes de l'État, en ponctionnant directement le cultivateur et en reconnaissant virtuellement celui-ci comme unique propriétaire légal de la terre, se heurta à la double résistance des tenanciers et des grands propriétaires⁽⁵⁴⁾.

À leur arrivée à Taiwan, les Japonais réussirent à mettre en place un système de gestion coercitif dans l'île, là même où l'administration mandchoue s'était révélée inopérante. L'isolement de la population insulaire et la solidité des liens d'obligation et de dépendance entre propriétaires fonciers et tenanciers, sur lesquels reposait l'ensemble du système mandchou, avaient constamment entravé le contrôle du pouvoir central. Les Japonais n'essayèrent pas d'éradiquer cette forme d'autogestion locale, dont ils percurent qu'elle pouvait être détournée au profit d'une centralisation du pouvoir et qu'elle les aiderait à asseoir leur hégémonie dans l'île en neutralisant l'opposition au moindre coût. Nul besoin ne s'imposait à eux de subroger en lieu et place du système mandchou une forme d'organisation nouvelle, totalement étrangère. Il suffisait, plus simplement, de prendre appui sur le système préexistant et de lui donner sa pleine efficacité politique et économique par une centralisation accrue de l'administration coloniale⁽⁵⁵⁾.

En 1898, les autorités militaires japonaises procédèrent à un quadrillage administratif rigoureux, en reprenant à leur compte le système traditionnel du *baojia* de surveillance et de responsabilité mutuelles des communautés villageoises, dont ils parvinrent à rationaliser le fonctionnement et à faire

51. *Ibid.*, p. 12.

52. Pour les références des travaux de Wickberg et de Knapp, cf. note 47.

53. Cf. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan*, op. cit., p. 24-27.

54. *Ibid.*, p. 33-35.

55. Cf. Catherine Paix, Michèle Petit, « Un passé colonial et sa réinterprétation : la spécificité de la colonisation japonaise à Taiwan », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, 1987, p. 81-115, notamment p. 86.

un puissant auxiliaire du contrôle policier⁽⁵⁶⁾. Cet encadrement au plus petit échelon local autorisa à dresser un état très précis du système d'exploitation agricole et à sonder au plus près la structure sociale⁽⁵⁷⁾. Les Japonais s'appuyèrent sur le maillage resserré du système du *baojia* pour mener, entre 1898 et 1903, une enquête cadastrale rigoureuse afin d'enregistrer les terres des propriétaires, dont ils estimèrent la valeur productive en déterminant le coût des loyers, les types de culture et le volume des récoltes. Très vite, ils constatèrent que les terres non déclarées dans l'île équivalaient en taille à pas moins de la moitié de la surface foncière imposée, ce qui représentait une source de revenus potentiels non négligeable pour le gouvernement, qui devait financer une entreprise coloniale coûteuse. Mais pour accroître les recettes publiques, il leur fallait simplifier le système foncier traditionnel, dont l'extrême complexité faisait entrave au développement de l'agriculture et à la levée de l'impôt. La réforme agraire fut un des piliers de la politique d'exploitation nipponne. Les autorités coloniales comprirent que les grands propriétaires étaient depuis longtemps sur le déclin et que la réforme du gouverneur Liu Ming-chuan n'avait fait que les affaiblir un peu plus. Elles profitèrent de cette tendance pour mettre en place un système de tenure simple et uniformisé, fondé sur la libre propriété de la terre. Les autorités coloniales rachetèrent ainsi leurs droits aux grands entrepreneurs fonciers et firent de leurs tenanciers perpétuels les propriétaires effectifs des domaines qu'ils avaient jusqu'alors exploités. Simultanément, elles facilitèrent le calcul de l'impôt en l'alignant sur la superficie des terres plutôt que sur la production. Désormais chargés de s'acquitter de l'impôt et, pour certains, responsables de l'administration des communautés villageoises, les nouveaux propriétaires fonciers étaient placés sous l'emprise directe du pouvoir qui faisait coïncider le cadastre et l'impôt, évitant toute déperdition fiscale. La réforme foncière permit de maintenir une forte concentration de la propriété terrienne entre les mains de ses nouveaux détenteurs, mais en allégeant considérablement leurs charges et en détournant à leur profit la rente foncière, elle les encouragea à produire davantage. C'est en préservant la structure de la société rurale et les rapports sociaux traditionnels à Taiwan que les Japonais purent développer efficacement l'agriculture insulaire, notamment la production du riz et de la canne à sucre⁽⁵⁸⁾.

Comme l'écrit Ka Chih-ming, son analyse montre que :

l'institution, pendant la période coloniale japonaise, d'une agriculture d'exploitation familiale fondée sur la propriété moderne n'a pas été un simple processus de dissolution du système indigène et d'assimilation d'un

système exogène. Plutôt que d'avoir implanté depuis le Japon un système moderne dans la colonie, le colonisateur a façonné la concession de la terre sur un modèle équivalent à la propriété foncière moderne, libre et absolue, en modifiant et en encourageant plus avant les tendances existantes au sein du système de tenure à Taiwan – à savoir la montée des droits fonciers des tenanciers perpétuels et le déclin des grands propriétaires terriens⁽⁵⁹⁾.

Dans la perspective de Ka Chih-ming, les évolutions du système de tenure à Taiwan s'articulent dans ce dialogue subtil d'accommodements réciproques des pouvoirs exogènes et de la société native. Cette interaction exprime une temporalité multiple, celle du moment colonial dans une configuration endogène donnée. L'historien se fonde en outre sur une périodisation distendue de l'histoire de l'île qui embrasse, au-delà du découpage politique, des changements dont le processus affecte en substance la société native. Il propose une lecture progressive de l'avènement dans l'île d'une forme nouvelle d'organisation sociale : la gestion libre et directe des terres par les petits propriétaires exploitants. À l'arrière-plan du déclin de la fonction sociale des grands propriétaires absenteïstes et de la montée des droits des tenanciers, se profile à la fin du XIX^e siècle à Taiwan la naissance de la propriété foncière moderne. Ainsi, à défaut d'avoir ouvert à elles seules un âge défini comme moderne, les autorités japonaises avaient bien perçu les traits du système préexistant, ses potentialités et ses propensions internes. Toute leur acuité est d'avoir ensuite composé avec les évolutions amorcées au sein du système foncier traditionnel, qui ont en retour facilité la politique d'exploitation de la colonie. L'établissement du régime japonais, qui marque le coup d'arrêt de la colonisation chinoise à Taiwan sous l'autorité impériale mandchoue, opère certes une disjonction politique. Mais parce que l'administration nipponne a épousé les tendances mêmes de la société native, parce qu'elle a su en accélérer et en orienter le processus et le cheminement, elle s'inscrit aussi dans un prolongement, dans un mouvement historique continu que l'analyse de la tenure et de la propriété foncière a le mérite d'éclairer.

56. Sur l'origine du système du *baojia* en Chine, son adaptation et ses évolutions à Taiwan pendant la colonisation japonaise, cf. Chen Ching-chih, « The Japanese Adaptation of the Pao-Chia System in Taiwan, 1895-1945 », *Journal of Asian Studies*, vol. 34, n° 2, février 1975, p. 391-416.

57. Cf. Catherine Paix, Michèle Petit, « Un passé colonial et sa réinterprétation », *art. cit.*, p. 86-87.

58. Cf. Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan*, *op. cit.*, p. 58-62.

59. *Ibid.*, p. 39.

Conclusion

La réflexion théorique de Chang Lung-chih et les travaux de Ka Chih-ming illustrent bien la richesse du débat historiographique à Taiwan au cours des 20 dernières années. Tous deux participent d'une entreprise de modélisation de l'historiographie taiwanaise en ce qu'ils cherchent à pourvoir celle-ci de modèles d'analyse propres, méthodologiquement situés, facilitant l'appréhension du passé insulaire et du contexte natif à Taiwan dans la longue durée. D'autres historiens y travaillent aussi activement. Après l'alternance politique de 2000, marquée par l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate progressiste, ce travail de modélisation a bénéficié d'un socle institutionnel toujours plus propice à son épanouissement. Une nouvelle génération de chercheurs de l'institut d'histoire de Taiwan de l'Academia Sinica, officiellement inauguré en 2004 après plus de dix ans de préparatifs, a œuvré dans le sens d'une diversification des thématiques et des points de vue dans les études historiques sur Taiwan. Les historiens taiwanais s'intéressent désormais à l'histoire des idées, des techniques, des élites coloniales, des masses, des femmes, des marchands, etc. Un ouvrage de Chen Jou-chin paru en 2005, par exemple, propose ainsi une réflexion croisant histoire des mentalités et histoire de la culture matérielle à Taiwan⁽⁶⁰⁾.

Le sociologue Hsiao A-chin réfléchit, quant à lui, depuis les années 2000, aux enjeux stratégiques, politiques et idéologiques qui sous-tendent les relectures de l'histoire de Taiwan par les activistes de l'opposition au Kuomintang à partir des années 1970. Son récent ouvrage, *Retour à la réalité*, porte l'empreinte de ces différents courants des sciences sociales occidentales qui, de Karl Mannheim à Lewis et Sandra Hinchman, en passant par Maines, Somers et Gibson, ont cherché à redéfinir les notions d'identité, d'action sociale et de mémoire collective dans leur dimension narrative. La référence à la philosophie de Paul Ricœur est également présente dans le travail de Hsiao A-chin, qui souligne ainsi la parenté structurale entre l'histoire et le récit de fiction⁽⁶¹⁾.

La démarche postcoloniale a elle aussi permis aux historiens taiwanais de décortiquer les mécanismes de la domination et de la représentation d'une altérité construite à l'œuvre dans les rhétoriques coloniales. Les travaux en anglais d'Emma Jinhua Teng, de Faye Yuan Kleeman ou de Robert Eskildsen, qui ont attiré l'attention du milieu académique à Taiwan ces dernières années, montrent que, pendant la période mandchoue comme pendant la période japonaise, les productions littéraires, historiques et géographiques censées renseigner sur la réalité insulaire étaient peuplées de représenta-

tions idéalisées et stéréotypées de l'île et de ses premiers habitants, porteuses de préjugés et de fantasmes réducteurs. Ces représentations se retrouvent d'une époque à l'autre, même si le cadre de la domination change et que la recherche s'oriente définitivement vers la connaissance empirique⁽⁶²⁾.

Enfin, les historiens taiwanais privilégient de plus en plus une approche mondiale et transnationale, d'une part, et un dialogue régional avec l'Asie de l'Est et du Sud-Est, de l'autre. Cette tendance, qui s'affirme – entre autres – à travers l'ouvrage collectif paru sous la direction de Wu Mi-chia et Wakabayashi Masahiro⁽⁶³⁾, montre que la modélisation de l'historiographie de Taiwan passe désormais par un décloisonnement du regard et un changement d'échelle contextuel visant à mieux saisir les liens d'interaction et d'interdépendance mondialisées à l'intersection desquels Taiwan se situe à partir du XVI^e siècle. Les expériences historiques et les influences culturelles dans l'île (austro-nésienne, chinoise, hollandaise, espagnole, japonaise, américaine...), que les historiens taiwanais se proposent de réexaminer avec leurs confrères à l'étranger, témoignent de temporalités et d'historicités plurielles. À la croisée du local et du global, du micro et du macro, elles apparaissent comme autant d'apports exogènes en situations coloniales, simultanément facteurs de développements endogènes propres, qui ont contribué au fil du temps à l'émergence dans l'île d'une mosaïque historico-culturelle singulière, laquelle modèle et fonde l'appartenance taiwanaise dans le présent. •

60. Chen Jou-chin, *Taiwan xifang wenming chutiyan* (Les premières expériences de la civilisation occidentale [moderne] à Taiwan), Taipei, Maitian chubanshe, 2005.

61. Hsiao A-chin, *Huigui xianshi. Taiwan yi jiu qi ling niandai de zhanhou shidai yu wenhua zhengzhi bianqian* (Retour à la réalité. La génération d'après-guerre et les changements culturels et politiques à Taiwan dans les années soixante-dix), Taipei, Zhongyanyuan shehuo, 2008.

62. Cf. Emma Jinhua Teng, *Taiwan's Imagined Geography. Chinese Colonial Travel Writing and Pictures, 1683-1895*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2004 ; Faye Yuan Kleeman, « Gender, Ethnography, and Colonial Cultural Production », in Liao Ping-hui, David Der-wei Wang (éd.), *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945. History, Culture, Memory*, New York, Columbia University Press, 2006, p. 294-311 ; Robert Eskildsen, « Of Civilization and Savages : The Mimetic Imperialism of Japan's 1874 Expedition to Taiwan », *American Historical Review*, vol. 107, n° 2, avril 2002, p. 388-418.

63. Pour les références de l'ouvrage, cf. note 2.

Glossaire

baojia 保甲
 beizhimin xintai 被殖民心態
 bentu xueshushi 本土學術史
 chanxiao liucheng 產銷流程
 da xiao zu zhi 大小租制
 dazu 大租
 dazuhu 大租戶
 dianhu 佃戶
 fandi 番地
 guantian 官田
 guojia xiangxiang 國家想象
 guojia xingge 國家性格
 guoshi 國史
 hangjiao 行郊
 jidianpi 給佃批
 jieshixing keti 解釋性課題
 jiti jiyi 集體記憶
 kaozheng 考證學
 kenhu 墾戶
 kenzhao 墾照
 lishi yishi 歷史意識
 maiban 買辦
 neidihua 內地化
 rentong 認同
 shehui xingwei 社會行爲
 shiliao xuepai 史料學派
 shinkokugaku 新國學
 sitian 私田
 Taiwan jindaihua lunzheng 臺灣近代化論爭
 Taiwan yishi 臺灣意識
 teikoku nanshin 帝國南進
 tidaixing lishi xushi fangshi 替代性歷史敘事方式
 tuzhuhua 土著化
 xiangeng dianhu 現耕佃戶
 xiaozu 小租
 xiaozuhu 小租戶
 yi tian liang zhu 一田兩主
 yingpantian 營盤田
 yongdianhu 永佃戶
 zhimin jiechu 殖民接觸
 Zhongguo yishi 中國意識
 ziben leiiji 資本累積
 zuguo 祖國
 zuqunxing 族群性

Liste de noms

Academia Sinica 中央研究院
 Ambrose King (Chin Yao-chi) 金耀基
 Chang Lung-chih 張隆志
 Chen Chi-nan 陳其南
 Chen Jou-chin 陳柔縉
 Fu Ssu-nien 傅斯年
 Fujita Toyohashi 藤田豐八
 Fukuzawa Yukichi 福澤諭吉
 Gotō Shinpei 後藤新平
 Higashi Yashio 東嘉生
 Hsiao A-chin 蕭阿勤
 Hu Shih 胡適
 Ichimura Sanjirō 市村瓚次郎
 Iwao Seiichi 岩生成一
 Ka Chih-ming 柯志明
 Kao I-ke 高伊哥
 Kawano Shigetō 川野重任
 Kuwabara Jitsuzō 桑原隲藏
 Li Kwo-chi 李國祁
 Li Yih-yuan 李亦園
 lishi yuyan yanjiusuo 歷史語言研究所
 Liu Ming-chuan 劉銘傳
 Wakabayashi Masahiro 若林正文
 Murakami Naojiro 村上直次郎
 Naka Michiyo 那珂通世
 Okuda Iku 奧田彥
 Ong Iok-tek (Wang Yu-teh) 王育德
 Shenggen 生根
 Shigeno Yasutsugu 重野安經
 Shihuo yuekan 食貨月刊
 Si yu yan 思與言
 Su Bing (Shih Ming) 史明
 Tai Kuo-hui 戴國輝
 Taihoku teikoku daigaku 台北帝國大學
 Tu Chao-yen 涂照彥
 Wang Qingjia (Edward Q. Wang) 王晴佳
 Wu Mi-cha 吳密察
 Xiachao luntan 夏潮論壇
 Yanaiharu Tadao 矢內原忠雄
 Yang Kuo-shu 楊國樞
 Yang Pi-chuan 楊碧川
 Ye Chi-cheng 葉啓政
 Yu Ying-shih 余英時